

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

ÉDITORIAL

Questions européennes

Alors que le monde est plongé dans une crise économique si sérieuse qu'elle a obligé tous les gouvernements à abandonner du jour au lendemain leur dogme néo-libéral et anti-étatique, les résultats des dernières élections européennes montrent avec cruauté que le récent retour au premier plan de l'interventionnisme étatique ne s'est pas traduit par une victoire électorale de la gauche. Elle a même tourné à la débandade, à la rare exception de la Grèce.

On pourra accuser ici ou là le climat politique national, mais l'explication est un peu courte: on a vu la gauche être battue là où elle est aux affaires (en Espagne), dans l'opposition (en France, en Italie) ou dans une «grande coalition» (comme en Allemagne). C'est comme si, au moment où tout le monde s'aperçoit qu'elle a raison, ses représentant·e-s étaient repoussés, comme si la gauche n'était qu'un ensemble de solutions politiques et non des individus censés les porter.

Les forces à la gauche du PSE (Parti socialiste européen) s'en sortent guère mieux, démontrant que ce n'est pas la proximité du pouvoir qui a été sanctionnée mais quelque chose de plus général, comme si la gauche inspirait soudain de la défiance, comme si elle ne proposait qu'une politique «de beau temps», alors même que les derniers mois ont prouvé l'exact contraire. Dans l'UE comme en Suisse, la gauche n'est pas parvenue à imposer sa lecture de la crise économique actuelle, et à imposer ses réponses. Occasion manquée, alors même que se décident les normes qui vont réguler l'économie et le système financier, que se repense le rôle de l'État. Sur ces questions fondamentales, qui dépassent de très loin les frasques minables de Berlusconi, les dépenses des député·e-s britanniques ou les talonnettes de Sarkozy, le résultat des élections européennes est sombre. *Red.*



DOSSIER: SYNDICALISME ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Une urgence sociale et écologique

Alors que partout dans les pays industrialisés se développent des alliances tantôt ponctuelles, tantôt plus durables entre le mouvement écologiste et le mouvement syndical, la Suisse semble rester à l'écart de cette tendance pourtant prometteuse. *Pages de gauche* a souhaité dans ce dossier revenir sur la crise écologique globale qui se déroule actuellement, et surtout sur la crise climatique dont les effets commencent à peine à se faire sentir, mais qui menace durablement la possibilité pour les classes populaires des pays du Sud comme du Nord de mener une vie digne.

En examinant la position de différents syndicats face au changement climatique, les possibilités concrètes d'action, en détaillant les batailles déjà menées et celles qui doivent encore l'être, ce dossier de *Pages de gauche* espère contribuer à un débat nécessaire, mais surtout utile pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Red.

Suite du dossier en pages 5 à 10

Crise de la gauche: Rennwald propose

Page 3

Crise belge: L'autre pays du fédéralisme

Page 10

Crise du capitalisme: Des alternatives?

Page 13

Cassis de Dijon: il faut ouvrir le débat!

Lors des débats parlementaires sur l'introduction en Suisse du principe du cassis de Dijon, la gauche du Conseil national ne s'est pas présentée sous son meilleur jour, et c'est un euphémisme. Socialistes et Verts se sont sérieusement écharpés, les premiers accusant les seconds d'avoir tourné leur veste à de pures fins électoralistes: les Conseillers nationaux verts ont en effet refusé l'introduction de principe du Cassis de Dijon lors du vote final, alors que les Verts suisses avaient pris une position nettement moins catégorique lors de la consultation. Le Conseiller national socialiste Mario Fehr a argumenté que l'on ne pouvait pas se prétendre proeuropéen et refuser en même temps l'introduction de ce principe importé du droit européen en Suisse.

Les bisbilles internes à la gauche suisse cachent en réalité un malaise plus profond quant au fond du problème et dénotent une incapacité à remettre en question la pensée dominante. C'est que la logique de la Ministre de l'économie Doris Leuthard est présentée comme imparable: les prix suisses sont comparativement trop élevés, et ceci en raison des «entraves techniques» au commerce; la seule solution à ce problème est l'abolition des barrières douanières et des dites entraves. L'introduction du principe du Cassis de Dijon aurait un effet «supérieur à 0,5% du PIB» sur la croissance. Cette croissance supplémentaire serait liée «à une baisse des prix induite par des importations meilleur marché, à une capacité concurren-

tielle élevée sur le marché intérieur suisse et aux avantages dérivant, pour les entreprises suisses, des économies d'échelle».

Mais le principe du Cassis de Dijon n'est en définitive qu'un avatar du dogme du libre-échange, présenté comme solution à tout problème. La procédure spéciale prévue pour les denrées alimentaires – autorisation en principe obligatoire de l'office fédéral de la santé publique – ne convainc pas et fait penser à un emplâtre sur une jambe de bois. Les tergiversations autour de l'indication sur l'emballage de l'origine des produits – même si la version adoptée en vote final est clairement meilleure que la première proposition – n'inspirent pas confiance. Sans compter qu'il est plus que douteux que les prétendues baisses de prix terminent réellement dans la poche du consommateur. Ce qui est certain en revanche, c'est que le respect des standards sociaux et environnementaux en Suisse ou ailleurs en Europe ne sortira pas renforcé de toute cette histoire...

Le processus parlementaire est à son terme. Un référendum sera-t-il lancé par une partie de la gauche (et/ou parallèlement par les milieux paysans)? Un tel référendum serait absolument nécessaire. Il s'agira de montrer que la défense de la souveraineté alimentaire et le respect de certains standards sociaux et environnementaux sont autrement plus importants que l'alibi de la lutte contre «l'îlot de cherté» suisse.

Raphaël Mahaim

SOMMAIRE

- 1 Questions européennes
- 2 Cassis de Dijon: il faut ouvrir le débat
- 3 La gauche dort...
- 4 Rebondissements de la législation sur l'asile et les étrangers
- 5 à 10 Dossier: Syndicats et réchauffement climatique
- 11 International: Le fédéralisme belge sous la loupe
- 12 Questions judiciaires
- 13 Après le capitalisme...
- 14 Roms, Sintis et Yéniches
- 15 Grèves de femmes
- 16 La dernière



Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Abonnement annuel: Fr. 49.–

Abonnement de soutien: Fr. 130.–

Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·eur·s): Fr. 29.–

CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Benoît Gaillard (BG), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Benoît Gaillard, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Annabel Glauser, Lausanne.

Webmaster:

Kevin Luximon, Lausanne.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.



La gauche fatiguée?

Jean-Claude Rennwald, conseiller national socialiste et syndicaliste jurassien, tente de prédire ce qui pourrait se passer Quand la gauche s'éveillera. Tel est en effet le titre de son ouvrage paru récemment mais qui se situe encore dans le sillage du choc du résultat du PSS aux élections de 2007.

Il faut d'abord reconnaître que le livre de Jean-Claude Rennwald reflète largement les réflexions ayant eu lieu depuis 2007 au sein du Parti socialiste suisse, et notamment en Suisse romande, mais de façon plutôt déstructurée. De l'élection quasi expiatoire, début 2008, d'un président issu du monde syndical, Christian Levrat, à l'analyse de la perte du vote des salariés en passant par les batailles internes sur des thèmes tels que la sécurité, les différentes composantes du Parti socialiste ont vécu au rythme de l'autocritique et de la reconstruction. Rennwald propose, dans son ouvrage, une tentative de synthèse du discours de l'aile gauche syndicale – ce qui constitue en soi une entreprise méritoire alors que la cantonalisation des débats internes au PSS cause et masque en même temps une absence frappante de discours alternatifs articulés.

CONTRADICTIONS INTERNES...

Ainsi, le livre commence par attaquer: le PSS doit sortir du Conseil fédéral. Cependant, là comme ailleurs, le propos passe par trois stades: Rennwald avance une position tranchée, suggère une solution de compromis apparemment plus facilement réalisable, pour défendre enfin la demi-mesure dans les termes de l'utopie. C'est ainsi que Rennwald commence

... Rennwald propose, dans son ouvrage, une tentative de synthèse du discours de l'aile gauche syndicale...

par affirmer que la participation du PSS au Conseil fédéral «a favorisé (...) l'intégration de larges franges des grandes organisations du mouvement ouvrier (PSS, mais aussi USS) au sein de l'appareil d'Etat et sur

le plan idéologique, et du même coup un déclin de leur capacité de combativité» (44).

Une telle analyse semble plaider pour un retrait unilatéral du PSS au profit d'une politique d'opposition de nature à revigorer le mouvement. La proposition de Rennwald est autre: le PSS doit tout d'abord «essayer de conclure un contrat de gouvernement avec les verts et certains partis bourgeois (le PDC, voire les radicaux)». S'il n'y arrive pas, alors seulement devrait-il entrer dans «une opposition ferme et résolue» (141).

Que faut-il comprendre? Que le salut du PSS passe par un contrat de gouvernement avec la droite bourgeoise dont Rennwald décrit par ailleurs les accointances avec l'UDC? La perspective d'un PSS en principale force d'opposition en perd de sa vigueur, c'est le moins qu'on puisse dire.

CROISSANCE DU SOCIALISME DE CROISSANCE

Rennwald le martèle: pas d'emplois sans croissance – une croissance «sociale et qualitative» (84) qui doit «aussi se soucier de l'environnement» (89). L'ouvrage s'inscrit ainsi dans la tradition d'une gauche productiviste et industrialiste. Cette position détermine les «dix réformes pour 2010» qui constituent probablement le chapitre le plus important et le plus concret du livre.

Les orientations proposées ne peuvent pas décevoir: réduction du temps de travail, salaires minimaux, congés parentaux, services publics, investissements dans la recherche et la formation. Autant de combats que la gauche du PS mènera sans doute dans les années à venir, avec succès, espérons-le. Mais là encore, aux slogans succèdent des propositions parfois plus tièdes. Ainsi, Rennwald, même s'il rappelle qu'en Suisse 10% de

la population détient 70% de la fortune, ne préconise que deux solutions explicitement fiscales pour «mieux répartir les fruits de la croissance» (88): imposer plus fortement les successions et ... augmenter la TVA: «si elle a une destination sociale, une hausse de la TVA ne doit pas être écartée, d'autant plus qu'avec un taux normal de 7,6% nous sommes encore loin du taux minimal exigé (15%) en cas d'adhésion à l'Union européenne» (103). Ce n'est pas cette défense de l'impôt le moins progressif qui soit qui nous convaincra.

L'EUROPE – AVANT TOUT?

L'Europe tient une place importante dans l'ouvrage de Rennwald. L'adhésion de la Suisse continue de représenter un objectif essentiel pour la gauche, qui ne peut selon lui «collaborer avec la gauche politique et syndicale européenne» (119) sans franchir cette étape.

Ici, Rennwald se heurte à une tension forte qui se fait sentir dès qu'il s'agit d'adhésion à gauche: vaut-il mieux adhérer à l'Europe par foi dans le processus formel consistant à «rapprocher les standards sociaux des pays membres» (57), ou au contraire vaut-il mieux construire des rapports de force plus favorables, puisque, de l'aveu même de Rennwald, les mesures d'accompagnement liées aux accords sur la libre-circulation des personnes ne permettent pas d'éviter la sous-enchère salariale? A cette question, il répond en quelque sorte que l'adhésion est un mal nécessaire – position toujours délicate pour un politicien progressiste.

LA RAISON TONNE

Sur un certains nombre de plans, les propos de Rennwald sont de nature à redonner du courage aux socialistes en perte de repères. En réaffirmant l'importance du parti comme



... les capitalistes tremblent un peu.

organisation (par opposition aux stratégies politiques individualistes développées par certains), en rappelant que la gauche doit

... redonner du courage aux socialistes en perte de repères...

être un mouvement et non une pièce du puzzle institutionnel, en revendiquant la poursuite du tournant syndical amorcé à la fin des années 1990, il réussit un retour aux sources éclairé par des considérations sur l'actualité contemporaine.

Citant en conclusion *l'Internationale*, Rennwald appelle à refaire du PS le «grand parti des travailleurs». Si l'ouvrage ne se situe pas exactement dans la perspective de la «lutte finale», il n'en reste pas moins une contribution importante à une rédefinition urgente du socialisme en Suisse.

La forteresse asile, la politique migratoire

La saga suisse «asile et migration, on durcit» nous apporte quasiment chaque semaine de nouveaux motifs d'ébaïssissement. Derniers en date.

Par Marianne Waeber

Alors que les deux lois (LAsi et LEtr, révisées en 2007 et 2008) n'ont pas encore déployé tous leurs effets, le DFJP de Mme Widmer-Schlumpf lance au début 2009 une consultation sur une nouvelle révision des deux lois susmentionnées, sous la forme d'un «contre-projet indirect» à l'initiative populaire «pour le renvoi des étrangers criminels». Tout ce grignotage du droit d'asile alors que de nombreux milieux et organisations (dont le HCR, Amnesty International, les Juristes démocrates de Suisse entre autres) et des parlementaires de (quasi) tous bords, s'inquiètent de la fermeture de notre pays. La crise a passé par là, et elle amplifie le don de courte vue de la Suisse.

Mais revenons sur les durcissements prévus dans les deux lois en consultation (LAsi et LEtr) qui nous semblent les plus contestables:

1) Octroi conditionnel de l'autorisation d'établissement (permis C)

Jusqu'ici le permis C était octroyé automatiquement (quasi inconditionnellement) après 5 ans de séjour aux étrangers munis d'un permis valable en provenance des pays membres de l'UE et/ou de pays avec lesquels la Suisse avait conclu des accords bilatéraux, moyennant certaines conditions (emploi, non recours à l'assistance, casier judiciaire vierge, etc. et plus récemment, connaissances linguistiques du pays d'accueil). Le/la conjoint-e d'un-e Suisse-sse pouvait également bénéficier d'un permis C après 5 ans. Le permis C était octroyé après 10 ans à tous les migrants d'autres provenances, avec les mêmes exigences...

• Les changements prévus sont de taille. L'octroi du permis C est mentionné comme conditionnel, et que les exigences pour son

obtention sont considérablement augmentées pour les ressortissants de pays hors UE («preuves d'intégration» – notamment linguistiques – de plus en plus étendues; délivrance du permis C aux conjoint-e-s de citoyen-ne-s suisses uniquement sur «preuves d'intégration»), alors que les accords bilatéraux interdisent à la Suisse



d'en faire de même avec les ressortissants des Etats membres de l'UE.

• La politique d'intégration en Suisse a été mise en phase d'examen jusqu'en mars 2009, et un rapport en vue d'une loi-cadre devrait être présenté par le Conseil Fédéral à fin 2009. Il est donc prématuré de poser d'ores et déjà de nouvelles exigences en matière d'intégration.

Comment par ailleurs interpréter l'ambiguïté du Conseil Fédéral qui, d'une part, souhaite voir se réaliser une véritable intégration des migrant-e-s, et d'autre part installe ces mêmes personnes dans une précarité de plus en plus grande en rendant les autorisations de séjour toujours plus conditionnelles et fragiles?

On le sait pourtant, et de nombreuses études en témoi-

gnent: De la pérennisation de l'autorisation de séjour découlent la motivation à la formation, à l'emploi, l'accès à des soins médicaux de qualité, le logement, l'éducation des enfants, l'accès aux études, la réalisation de l'égalité hommes-femmes, l'exercice de la citoyenneté.

guerrier) et où aucun droit démocratique n'est respecté (emprisonnement de très longue durée des opposants politiques et de leurs familles), où le refus de servir ou la désertion sont punis de manière démesurée; où l'on s'en prend à la famille et aux proches desdits déserteurs ou objecteurs de conscience de façon violente, et bien ces ressortissant-e-s doivent se voir octroyer le statut de réfugié.

3) Suppression de la possibilité de déposer une demande d'asile (dans une ambassade suisse) à l'étranger

Même si de telles demandes ne constituent qu'une faible proportion des demandes d'asile, elles n'en représentent pas moins une possibilité de se sortir d'une situation désespérée. Un exemple:

«Enrique», colombien, est persécuté, arrêté et torturé par l'armée de son pays. Il obtient l'asile dans notre pays via l'ambassade suisse de Bogota. Cela lui permet d'échapper, lui et sa famille, à un sort tragique. Or aujourd'hui, le DFJP propose de supprimer la possibilité de demander l'asile dans une ambassade suisse à l'étranger.»

4) Fardeau de la preuve pour le requérant d'asile débouté

Le requérant qui se voit notifier une décision de renvoi doit prouver (et non plus comme jusqu'ici «rendre vraisemblable») que le renvoi dans son pays d'origine ne peut être raisonnablement exigé.

Comment un requérant d'asile bloqué en Suisse et sans moyens d'enquête pourra-t-il prouver que sa famille a été dispersée, que son village est déserté, que l'hôpital de sa région ne peut soigner telle ou telle maladie, etc? De nombreuses personnes en danger risquent ainsi d'être renvoyées de Suisse.

2) Objection de conscience et désertion ne peuvent plus être invoquées comme motifs d'asile

En Erythrée par exemple, véritable Etat-prison, les opposants à un régime dictatorial n'ont d'autre ressource que de désertir une armée qui mène des guerres «inutiles». Les conditions de vie en Erythrée et les sanctions qu'encourent les déserteurs et objecteurs de conscience dans ce pays s'étant encore péjorées depuis 2005, on voit mal comment il est possible d'envisager – faute d'un renvoi impossible en Erythrée – un refus du statut de réfugié aux ressortissants déserteurs ou objecteurs de conscience ressortissants de cet Etat.

Plus largement, nous estimons que les ressortissant-e-s d'un pays à régime dictatorial, où l'armée a un rôle extrêmement contestable (maintien du gouvernement en place par un activisme

DOSSIER: SYNDICALISME ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le syndicalisme et les crises du capitalisme: se résigner ou résister?

Généralement, on admet qu'il existe deux grandes raisons qui peuvent pousser les syndicats à s'intéresser au changement climatique. La première de ces raisons est que les syndicats représentent, au Nord comme au Sud, des travailleuses et des travailleurs qui seront parmi les plus fortement touché·e·s lors des changements climatiques, car ils et elles disposent de moins de moyens (notamment financiers) pour s'adapter aux changements. Les tensions prévisibles sur les prix des aliments, par exemple, ou sur la mobilité, toucheront d'abord les classes populaires plutôt que la grande bourgeoisie.

A cet égard, le mouvement ouvrier a un intérêt matériel infiniment plus grand que celui des capitalistes à lutter contre les dégradations environnementales. Par exemple, comme le note la FGTB (syndicat socialiste belge): «l'amélioration de l'efficacité énergétique est un moyen d'améliorer la qualité de vie, de réduire les nuisances et même de contribuer à la lutte contre la pauvreté, à un meilleur accès de tous à l'énergie par des factures énergétiques plus basses pour se chauffer par exemple, résultant d'une moindre consommation. Car il n'est pas rare que nos membres éprouvent des difficultés à payer leurs factures de chauffage alors qu'il s'agit d'un besoin essentiel...»

La seconde raison avancée est que les syndicats peuvent utiliser la crise climatique et la modernisation écologique comme des leviers pour atteindre certains de leurs objectifs. C'est tout l'enjeu de la réorientation sociale et

écologique de l'économie. Ainsi lorsque des institutions de l'ONU comme le BIT estiment possible la création de millions d'emplois «verts», c'est-à-dire d'emplois de qualité dans des secteurs liés à la protection/réparation environnementale, on répond à la demande



HAFE_GERA, WWW.FLICKR.COM

syndicale de créer des emplois décents et de protéger l'environnement. La modernisation écologique ne doit pas se faire sur le dos des travailleurs et des travailleuses, mais au contraire être une chance pour réorienter la production selon des modalités et vers des buts plus humains.

CRISES

Cependant nous sommes convaincus que la crise écologique globale peut permettre aux syn-

dicats d'aller au-delà de ces positions justes et nécessaires, pour rediscuter de son orientation fondamentale. La crise immense du capitalisme qui a débuté fait chaque jour sentir cruellement ses effets, en Suisse et dans le monde: chômage, misère, pauvreté, humili-

ation. La crise écologique globale se manifeste chaque jour sous la forme de catastrophes écologiques, ouragans, glissements de terrain, désertifications, pollutions industrielles et automobiles, atteintes à la santé et à l'intégrité physique, pandémies, épuisement des ressources, crise des océans, etc.

La crise économique et la crise écologique du capitalisme rendent plus nécessaire que jamais l'organisation démocratique des travailleuses et des

travailleurs sur leur lieu de travail afin de résister aux licenciements, aux démantèlements et à l'exploitation. Les syndicats ne peuvent se cantonner à leur rôle strictement défensif, mais doivent avancer des projets alternatifs. Le mouvement syndical est représentatif, et comme le dit la FGTB «cette représentativité l'amène aussi à élargir son champ d'action et ses préoccupations d'autant plus qu'à côté de son rôle citoyen d'organisation de masse, le syndicat porte la voix de travailleurs, eux-mêmes citoyens en dehors du travail».

SOCIALISME

N'est-il pas temps de remettre au cœur de l'action du mouvement ouvrier le dépassement du capitalisme par la démocratisation de tous les secteurs de la vie sociale, économique, politique? N'est-il pas temps de relancer la nécessité d'une socialisation des grands moyens de production, de transport et d'échange? Cette socialisation est effective pour les grandes banques même si la bourgeoisie et ses représentant·e·s politiques stipendiés refusent de le reconnaître. N'est-il pas temps de redévelopper le service public dans ces grands secteurs, c'est-à-dire, dans le fond, d'en arriver à une planification démocratique, sociale et écologique de l'économie? Les crises qui ont débuté nous mettent au pied du mur, face à cette alternative toujours présente, à la fois terrifiante et pleine d'espoir: *socialisme ou barbarie?*

Romain Felli

Green jobs ou emplois verts?

Comparaison entre les définitions suisse et étatsunienne

6

Green new... unionism

Quand les syndicats se mettront au vert

7

Syndicats et mouvement écologiste

Des visions parfois difficiles à concilier

8

Répercussions sociales du changement climatique

Entre catastrophes naturelles, migrations forcées et manque d'eau

9

Syndicats et réchauffement climatique

C'est le moment d'agir

10

DOSSIER: SYNDICALISME ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Green jobs étasuniens contre emplois verts européens?

Dans le sillage des «habitations vertes», on parle maintenant d'«emplois verts». Mais qu'entend-on exactement par là? Petite comparaison entre les définitions suisse et étasunienne.

Le récent dossier que l'hebdomadaire *L'Illustré* (01.04.2009) a consacré aux «emplois verts» en Suisse permet de saisir quel sens ces emplois ont sous nos latitudes. Ce dossier ambitionnait, «en 22 fiches exhaustives», de partir à la découverte «des métiers liés à l'environnement en Suisse» (p. 41). Pour quels résultats? Essentiellement des postes d'ingénieurs ou de techniciens. Agrémentez-les d'une touche «nature» – les gardes-chasse et autres gardes-pêche pour lesquels le journal avoue que «les places à repourvoir sont rares» (p. 45) – et vous avez un bon aperçu des emplois verts à la sauce helvétique. Bref, ces emplois semblent réservés à une élite socio-économique de haut niveau de formation. Cette définition limitative est loin de correspondre à la version étasunienne des *green jobs* pour lesquels associations écologistes et syndicats se battent depuis de nombreuses années.

LES CAMIONNEURS ET LES TORTUES

En 1999 à Seattle, la mobilisation contre la réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce bat son plein et des milliers de syndicalistes étasuniens – dockers, sidérurgistes, etc. – défilent aux côtés de militants écologistes au cri de «Teamsters and turtles, together at last!» [Camionneurs et tortues, enfin réunis!]. De part et d'autre, on comprend – enfin! – que les camionneurs et les défenseurs des tortues se battent contre le même ennemi: le capitalisme qui asservit les travailleurs autant qu'il détruit l'environnement. Mais l'éphémère alliance de Seattle prend du temps pour se concrétiser, puis finalement bat de l'aile après les attentats du 11 septembre. Ceux-ci divisent – au début tout au moins – une société civile qui vit sous la chape de la «guerre



contre le terrorisme»; les grands syndicats, par exemple, approuvent massivement l'intervention en Afghanistan.

LA BLUE GREEN ALLIANCE

Le rapprochement entamé à Seattle se concrétise tout de même avec la création en 2006 de la *Blue Green Alliance* (BGA), expérience unique de rapprochement entre les cols bleus et les militants verts. En sont membres des syndicats de nombreux secteurs: la métallurgie, la construction ainsi que la communication et les services. A leurs côtés, on trouve plusieurs organisations écologistes comme le *Sierra Club*, la plus ancienne et plus étendue association écologiste étasunienne. Ce large front permet à la BGA de peser six millions de membres. Elle poursuit quatre objectifs qui mélangent étroitement revendications syndicales et écologistes: l'adoption de politiques environnementales qui permettent de réduire le réchauffement climatique et de créer des emplois; l'amélioration des droits syndicaux sur les lieux de travail; un commerce qui respecte les droits humains et l'environnement; enfin, des règles plus strictes pour encadrer les compagnies utilisant des produits chimiques dangereux pour ses travailleurs ou les communautés avoisinantes.

POPULARISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE?

Pourquoi de telles alliances ont-elles émergé aux Etats-Unis plutôt qu'ailleurs? Peut-être pouvons-nous, pour ce sujet au moins, remercier Georges W. Bush Jr... Ce dernier a tellement méprisé toute forme de politique environnementale qu'il a obligé, devant l'urgence de la situation, la société civile à se saisir du problème. Pendant de nombreuses années, la lutte contre le réchauffement climatique a donc été un combat mené par le

bas et non pas une série de politiques gouvernementales plus ou moins déterminées comme ce fut le cas en Europe. Les Etats-Unis ont gagné une forme de développement durable popularisée – leur

... Les objectifs de la *Blue Green Alliance* mélangent revendications syndicales et écologistes...

approche des *green jobs* le montre bien. La Suisse, elle, doit prendre garde à ne pas faire apparaître un développement durable réservé à une élite: des habitations écolos pour autant que l'on puisse se les payer, des emplois écolos pour autant que l'on ait une formation supérieure. Et à cet égard, une approche syndicale des problèmes environnementaux s'avère capitale.

Julien Wicki

POUR EN SAVOIR PLUS

www.bluegreenalliance.org

A LIRE

Pour préparer ce dossier nous nous sommes notamment inspirés des documents suivants:

- Paul Aries, *Non au capitalisme vert!*, Lyon, Parangon/VS, 2009
- CFDT (France), «La lutte contre les changements climatiques, une priorité incontournable» (dossier), *La revue de la CFDT*, mai-juin 2007
- FGTB (Belgique), *Syndicats rime avec climat. La politique climatique de la FGTB*, 2^e édition, 2007.
- «Emplois verts. Le monde du travail à l'épreuve du changement climatique», *Travail – Le magazine de l'OIT*, 60, août 2007.
- «Trade unions and climate change», CSI-ITUC, 2008.
- Brian Mayer, *Blue-Green Coalitions. Fighting for safe workplaces and healthy communities*, Ithaca, ILR/Cornell University Press, 2009
- Et surtout l'importante étude *Green Jobs: Towards Decent Work in a Sustainable, Low-Carbon World*, qui a été menée en 2008 par le Global Labor Institute de Cornell University (cf. l'interview de son directeur Sean Sweeney en page 10) et le Worldwatch Institute et publiée sous les auspices des Nations Unies (UNEP et BIT).

DOSSIER: SYNDICALISME ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Green new... unionism!

Le discours politique des syndicats suisses prend parfois une teinte verte. Green jobs et green new deal font partie du paysage rhétorique. Si la rupture avec le capitalisme émerge par endroits, on est encore loin d'un adieu au productivisme.

«Par reconversion durable, nous entendons davantage qu'une utilisation respectueuse des ressources naturelles ou la réduction des émissions de CO₂. L'enjeu est d'amener un ordre économique qui installe un rapport au travail et des relations humaines plus respectueux». La citation, tirée de la brochure publiée en 2009 par Unia et intitulée *La crise. Ses mécanismes. Nos réponses*, est ambitieuse. Elle laisse entendre, par sa structure même, que le plus grand syndicat de Suisse est conscient de la nécessité d'aller *plus loin*, que l'écologie peut et doit signifier *davantage* que la réduction de la consommation d'essence ou des émissions de gaz carbonique.

LA CROISSANCE, C'EST DUR

Au chapitre des propositions, les grands mots laissent la place à des demandes bien moins frappantes. Dans le «Programme en six points» d'Unia contre la crise comme dans l'appel du Premier mai 2009 de l'USS, revendications écologiques et revendications syndicales restent dramatiquement

cloisonnées. Aux programmes pour l'isolation des bâtiments, l'encouragement du transport ferroviaire ou le renouvelle-

... Peu importe que ceux qui travaillent soient des humains en chair et en os. L'important, c'est que ça monte...

ment du parc automobile, on assigne d'ailleurs le seul rôle de moteurs potentiels d'une croissance future. Une croissance *durable*, une croissance *qui dure*: si possible infinie, comme dans les plus beaux rêves des capitalistes.

L'écologie au service d'une industrialisation nouvelle est une vision que les Verts eux-mêmes semblent parfois partager. Dans le document adopté début 2009, ils affirment leur confiance dans la technologie pour permettre une croissance verte. L'économie doit réduire son intensité matérielle, c'est-à-dire la quantité de matière consommée pour produire des richesses. Richesse immatérielle pour PIB céleste, encore du rêve. Peu importe que ceux qui travaillent soient des humains en chair et en os. L'important, c'est que ça monte...

ELOGE DE LA DESCENTE

Mais ne soyons pas cruels. De part et d'autre, les positions en présence permettent, en tant que telles, d'articuler un discours cohérent – pour autant qu'on soit disposé à abattre certaines barrières. Par exemple, la revendication d'une diminution du temps de travail, qu'on trouve au sein de la gauche politique aussi bien que dans le discours syndical, ne devrait-elle pas être simplement déplacée au chapitre «écologie», et donc mise au centre d'une conception «durable», «verte» ou «écologique»

de l'économie – ou plutôt de la vie humaine, qui nous intéresse bien davantage que les fétiches qui ont pour noms PIB, marchés financiers et bourses?

Une vraie implication de l'écologie dans le syndicalisme ne doit pas se limiter à explorer de nouveaux terrains pour une croissance verte, des emplois verts et une bureaucratie verte. Elle doit redéfinir *quelle* richesse elle souhaite voir produire, oser appréhender par exemple, comme le suggère André Gorz, que le «lien social» est lui aussi une «richesse

... l'écologie dans le syndicalisme ne doit pas se limiter à explorer de nouveaux terrains pour une croissance verte, des emplois verts et une bureaucratie verte...

sociale produite». L'enjeu est énorme: il ne s'agit de rien moins que d'amener *un ordre économique qui installe un rapport au travail et des relations humaines plus respectueux*. Relisez le début de cet article: cette phrase est extraite de la première citation. Peut-être ne sommes-nous pas si loin du but.

Benoît Gaillard

À LIRE:

André Gorz: *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*. Paris, Galilée, 2003.

Unia: *La crise. Ses mécanismes. Nos réponses*. Berne, 2009.

Les Verts – Parti écologiste suisse: *Green New Deal. Un plan de relance écologique pour une économie durable*. 2009.

Union syndicale suisse (USS): *Appel de l'USS pour le Premier mai 2009. Contre la crise: emplois et sécurité sociale!* 2009.

Le syndicalisme belge à l'avant-garde

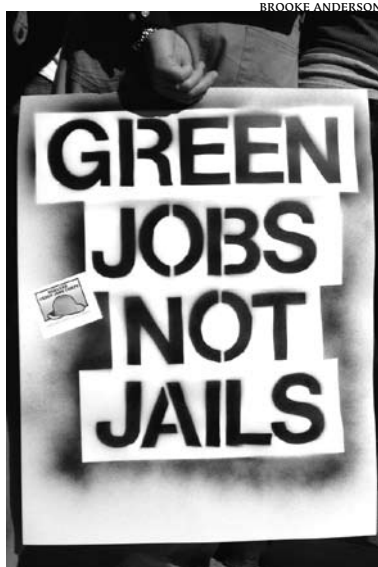
La Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) est la grande fédération syndicale socialiste belge et compte 1,4 millions d'adhérent·e·s. Elle est aussi un des syndicats les plus avant-gardistes en matière de lutte contre le changement climatique. La FGTB a inscrit depuis plusieurs années la politique climatique comme une priorité syndicale, édite une brochure fort détaillée sur la question et a participé à la fondation de la *Coalition Climat* qui réunit plus de 70 associations en Belgique visant à lutter contre le changement climatique.

Les priorités annoncées par la FGTB portent sur la rénovation du logement, la mobilité durable, et l'industrie. Elles témoignent que l'action syndicale fondamentale est compatible avec la lutte contre le changement climatique. Par exemple, la volonté de démocratiser l'économie, qui passe par l'implication des travailleur·se·s dans la gestion de leur outil de travail est mise en avant comme une manière d'accroître l'efficacité énergétique des entreprises. La formation des membres et des délégués syndicaux à ces questions est alors cruciale.

Mais la FGTB, fidèle à l'orientation internationaliste du mouvement ouvrier, développe également une argumentation de solidarité internationale. En particulier, elle pèse pour l'utilisation de critères environnementaux et sociaux lors de l'achat par des entreprises belges de quotas de permis de polluer dans les pays du Sud.

Bref, la FGTB témoigne qu'il est possible de développer une politique climatique cohérente, progressiste et qui place au centre l'intérêt des travailleuses et des travailleurs.

RF



En Californie, le Ella Baker Center for Human Rights et l'Apollo Alliance revendiquent des emplois verts plutôt que des prisons.

DOSSIER: SYNDICALISME ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Syndicats et mouvement écologiste: «Je t'aime! Moi non plus!»

A l'origine des alliances ont existé entre le mouvement ouvrier et le mouvement syndical. Brisée par la crise des années 1970 elles sont en train de renaître.

Par James Parks,
AFL-CIO blog

L'histoire de la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau au sein du mouvement ouvrier – qui faisait partie de la volonté des syndicats aux Etats-Unis (et en Australie) d'inscrire leurs luttes dans le cadre plus large de la communauté – peut nous donner des leçons utiles pour expliquer les mouvements d'aujourd'hui. L'AFL-CIO [la principale centrale syndicale des Etats-Unis] était la représentante du monde du travail aux deux premières conférences nationales sur la pollution de l'air, en 1958 et 1962, et le mouvement syndical a continué à prendre au sérieux les questions écologiques sous le *leadership* de Walter Reuther. Jusqu'à sa mort en 1970, Reuther a averti qu'une crise écologique majeure était en formation et que celle-ci devait être au centre des négoc-

nement à l'Université de Michigan, deux mois avant la première journée de la Terre en 1970. Aussi incroyable que cela puisse paraître, l'UAW s'est associée au Sierra Club, à la Société pour la protection de la nature, à Action environnementale, aux Amis de la Terre etc., dans une lettre

separé de manière radicale le mouvement syndical et le jeune mouvement écologiste. Des travailleurs inquiets se sont rapprochés du point de vue anti-écologiste de leur hiérarchie et autant les syndicats que les associations de protection de l'environnement ont abandonné leur

devenue une stratégie importante du patronat et est toujours

... *Le chantage à l'emploi pour des motifs écologiques est devenue une stratégie importante du patronat et est toujours en cours...*



DR

en cours, bien que depuis les années 1990 l'industrie accepte l'idée que la protection de l'environnement puisse aussi créer et maintenir des emplois. De manière ironique l'attaque néolibérale de Reagan et Thatcher contre les syndicats, les a en partie poussés à nouveau vers le mouvement écologique. Les campagnes contre l'Accord de libre échange des Amériques (NAFTA), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), ont réamorcé le processus de rapprochement du mouvement ouvrier et du mouvement écologique aux Etats-Unis et dans le monde.

... *Des travailleurs inquiets se sont rapprochés du point de vue anti-écologiste de leur hiérarchie...*

ciations syndicales.

Le syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW) a organisé la première journée d'enseignement sur l'environ-

adressée au Congrès des Etats-Unis demandant «des standards de contrôle de pollution si sévères qu'ils interdisent d'ici cinq ans l'utilisation de moteurs à explosion dans les automobiles».

Néanmoins, l'embargo pétrolier de 1973, la stagflation chronique et la pression de la compétition internationale ont

vision d'un front unique pour la réforme sociale, économique et écologique. L'alliance entre les syndicats, et le mouvement écologiste s'est effondrée au milieu des années 1970 sous l'argument inventé par le patronat que «le pays ne pouvait pas se payer le luxe de l'écologie».

Le chantage à l'emploi pour des motifs écologiques est

traduction
Romain Felli

À LIRE

Leslie Sklair, *The transnational capitalist class*, Oxford. Blackwell, 2001, pp.203-204,

POUR LA JOURNÉE DE LA TERRE, L'AFL-CIO LANCE SON INITIATIVE EN FAVEUR DES EMPLOIS VERTS

Pour célébrer la journée de la Terre, l'AFL-CIO, en lien avec la direction de son nouveau *Centre pour les emplois verts*, lance un plan d'économie de l'énergie, de réduction des déchets et de l'empreinte carbone de son siège national.

Alors que les emplois verts deviennent une priorité nationale, l'AFL-CIO se bat afin que ces emplois verts nouvellement créés soient aussi de bons emplois, qui fournissent un salaire et des conditions décentes. Elle se bat pour que chaque travailleur/euse puisse choisir librement son syndicat en supportant l'*Employee free choice act* (voir *Pages de Gauche* n°74).

Dans tout le pays, des centres de formation continue voient un afflux massifs d'ouvrier/ère-s au chômage qui s'inscrivent à des formations «vertes» apprenant aux étudiant-e-s comment installer des panneaux solaires, réparer des turbines éoliennes, produire du biogaz et faire toutes sortes d'autres travaux liés aux énergies renouvelables.

Invité au groupe de travail du Vice président des Etats-Unis, Joe Biden, sur «la classe moyenne», le président de l'Union des travailleurs/euses de la métallurgie (USW) Leo Gerard a déclaré que chaque nouvel emploi vert devait être un bon emploi avec un salaire décent et contribuant à la protection de l'environnement pour les générations futures.

DOSSIER: SYNDICALISME ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Les répercussions sociales du changement climatique

Contrairement à l'idée reçue, les principales répercussions du changement climatique en matière sociale au cours des prochaines décennies ne viendront ni de la lente et régulière augmentation de la moyenne annuelle des températures ni de la montée du niveau des mers, mais davantage du caractère de plus en plus imprédictible du climat.

De cette irrégularité climatique résultera la plupart des dommages causés. Les événements climatiques extrêmes, en particulier les inondations et les orages violents, risquent de devenir plus fréquents. Le GIEC (2007) s'inquiète du manque de connais-

... L'eau est vraisemblablement en passe de devenir une denrée de plus en plus rare et convoitée...

sances sur les répercussions du changement climatique sur l'emploi et les moyens de subsistance. L'agriculture et le tourisme, secteurs les plus tributaires du climat, sont aussi visiblement les plus touchés par son changement. Cela n'augure rien de bon pour l'emploi et les moyens de subsistance.

CATASTROPHES CLIMATIQUES

Des conditions climatiques extrêmes peuvent causer des dégâts considérables et durables. Le violent orage qui s'est abattu, en juin dernier, sur la mégapole pakistanaise de Karachi, a causé la mort de près de 200 personnes, principalement dans les zones pauvres et densément peuplées, aux constructions précaires. Les dommages causés aux infrastructures, comme les routes et lignes à haute tension, peuvent perturber l'économie et réduire les sources de revenus. Dans des pays en développement, comme au Ghana ou en Ouganda, la sécheresse persistante a réduit l'accès à l'énergie hydraulique, provoquant des coupures de courant très fréquentes et perturbant le mode de vie et le

développement économique dans la région. D'après certains pronostics, les conditions climatiques extrêmes pourraient s'accompagner du déplacement de quelque 50 millions de personnes dans le monde ces prochaines années. Le manque d'accès aux systèmes de protection sociale est l'une des raisons qui conduisent les victimes de catastrophes naturelles, n'ayant souvent d'autre choix, à émigrer.

LES FEMMES PREMIÈRES TOUCHÉES

Les femmes sont d'autant plus affectées par ces bouleversements climatiques que leur présence dans l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire et des secteurs comme le tourisme est importante et que leur rôle au sein des familles est central. L'eau est vraisemblablement en passe de devenir une denrée de plus en plus rare et convoitée. Les maladies infectieuses comme le paludisme risquent de s'étendre et d'affecter la main-d'œuvre disponible, ainsi que la productivité des travailleurs.

Avec sa multitude de pauvres et de personnes vulnérables et sa faible capacité d'adaptation, l'Afrique est la région du monde la plus affectée par le chan-



Au Ghana, la sécheresse rend l'accès à l'eau très difficile.

gement climatique. Et pourtant, elle y a peu contribué et n'est pas prête de le faire pour le moment. En Ouganda, où le café est l'une des principales ressources d'exportations et l'un des principaux employeurs du pays, une augmentation de 2°C de la température moyenne ferait disparaître les zones propices à la culture du café.

Le rapport du GIEC souligne un aspect important dont il est peu question dans les médias, à savoir que les répercussions sociales du changement climatique

dépendront davantage des modèles d'économie et de société que des changements des systèmes naturels eux-mêmes, du moins à court et à moyen terme. La plupart de ces répercussions peuvent être évitées ou amorties, à condition que les politiques et les mesures d'adaptation au changement climatique intègrent les conséquences prévisibles en matière d'emploi et de revenus.

Article tiré de Travail – Le magazine de l'OIT, N°60, 2007.

SOMMET DE COPENHAGUE

En décembre prochain se tiendra le sommet de Copenhague, qui est la prochaine étape importante dans les négociations internationales sur le changement climatique. Nous reproduisons ci-dessous la position de la Confédération syndicale internationale (CSI) à ce propos.

La CSI a salué l'annonce selon laquelle le texte qui guidera les négociations en prévision du prochain Sommet mondial sur le climat, à Copenhague, en décembre, reconnaît qu'une «transition juste» est nécessaire pour les travailleuses et travailleurs dont les moyens d'existence sont susceptibles d'être affectés par les initiatives mondiales visant à des réductions drastiques des émissions de carbone.

Le «texte de négociation» officiel publié le 20 mai par la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) synthétise les propositions essentielles relatives aux politiques sur le changement climatique, y compris les objectifs de réduction des émissions, le transfert de technologies et le financement pour l'adaptation. Les syndicats sont engagés dans une campagne de sensibilisation soulignant la nécessité de fournir un soutien aux travailleurs et à leurs communautés dans le contexte de la transition vers une société à faible production en carbone et capable de résister au changement climatique. L'inclusion de la «transition juste» dans le projet de texte constitue un premier pas vers la reconnaissance de la nécessité d'un consensus ample pour garantir l'action sur le changement climatique et de l'importance vitale d'une consultation avec les travailleurs, les syndicats et les autres acteurs de la société civile.

DOSSIER: SYNDICALISME ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Syndicats et changement climatique: le moment d'agir

Les syndicats ne peuvent pas continuer à prétendre ne pas s'intéresser aux conditions de vie de leurs membres en dehors du lieu de travail.

*Par Tony Kearns,
Secrétaire général adjoint du
Syndicat des travailleur/se-s de
la communication (CWU), UK*

Cela fait un moment que les syndicats se sont penchés sur la question. Le syndicat des employé-e-s de commerce a rédigé en 1957 une motion au Congrès fédératif des syndicats britanniques (TUC) demandant que les chaudières, fourneaux et moteurs soient repensés afin «qu'ils cessent d'empoisonner l'atmosphère». En 1972 le TUC a organisé une conférence des travailleur/se-s sur l'environnement. En 1990, le TUC a accepté une motion qui soulevait le danger énorme posé par le réchauffement climatique à l'ensemble de la population. Certains syndicats essaient désormais de balayer devant leur porte. Par exemple, le syndicat des services (PCS) a désormais près de 200 délégués à l'environnement sur les lieux de travail. [...]

DEUX TYPES DE SYNDICALISTE

Il existe aujourd'hui deux types de syndicaliste en ce qui concerne l'environnement, mais ils finiront par ne faire plus qu'un. Il y a ceux qui sont déjà convaincu de l'importance de la question et ceux qui ne le sont pas encore, qui ne croient pas à la réalité du changement climatique et à ses effets.

... dans la nouvelle génération de syndiqué-e-s, faiblit l'idée de se battre uniquement à propos du travail au sens strict...

Mais, ils vont finir par y croire et se mettre eux aussi à agir pour une raison toute simple: au fur et à mesure que le réchauffement climatique se développera et les ressources s'épuiseront, la

nature même de l'emploi et de l'économie va changer à l'échelle de la planète. Les syndicats qui font semblant de ne pas voir cela vont devoir s'y mettre prochainement.

Ce changement dans la nature de l'économie va affecter les travailleur/se-s dans leur vie quotidienne, à mesure que leurs emplois vont se modifier, être supprimés ou relocalisés, dans le pays ou à l'autre bout du monde. Les travailleur/se-s à l'autre bout du monde seront exploités par les mêmes capitalistes qui exploitent les travailleur/se-s ici. Il s'agit donc d'un problème syndical, car du fait de la nature même de ce que produisent quotidiennement les travailleur/se-s, ils/elles produisent des émissions de gaz à effet de serre – non par leur volonté, mais par nécessité. Les travailleur/se-s et les syndicats qui les représentent vont bien devoir comprendre cela. [...]

En réalité, la lutte pour un environnement de travail sain est une des raisons qui explique l'émergence de syndicats durant la révolution industrielle. Ils se battent pour des conditions de travail correctes, alors que les enfants étaient exploités et que les gens devaient travailler jusqu'à en mourir. Cela ressemble beaucoup à ce qui se passe aujourd'hui dans les pays en voie de développement.

Pour moi, il est logique de vouloir un environnement sain dans lequel travailler et de vouloir une planète saine sur laquelle vivre. Je ne comprends pas que quiconque puisse dire qu'il y a une différence entre l'action quotidienne des syndicats sur le lieu de travail et vouloir que les gens que nous représentons vivent dans un environnement sain. On ne peut juste pas prétendre qu'«on se fout de savoir dans quel environnement

les gens vivent» une fois qu'ils sont sortis de leur lieu de travail.

DE L'AVEUGLEMENT À L'ACTION

Les syndicats qui ignorent ce problème ne pourront continuer à le faire longtemps. Premièrement, leurs membres vont finir par leur demander ce qu'ils font sur le changement climatique. Nous avons fait un sondage auprès de nos membres les plus jeunes en leur demandant «quels sont les problèmes qui vous touchent le plus?». On s'attendait à ce qu'ils répondent «les salaires, les horaires, et les patrons». Faux.

Leur premier souci est le logement du fait de l'état ridicule du marché du logement qui fait qu'il n'y a pas d'endroit décent où vivre. Le second souci de nos membres âgés de moins de trente ans est l'environnement.

Il semble donc que dans la nouvelle génération de syndiqué-e-s, faiblit l'idée de se battre uniquement à propos du travail au sens strict. On peut bien faire campagne sur ce qu'on veut – les salaires, les emplois, les horaires – mais si nous n'avons pas une planète sur laquelle vivre, nous perdons notre temps.

Que vont faire les entreprises transnationales multimilliardaires et les gouvernements lorsque les ressources seront épuisées? Le film *Mad Max* pourrait bien être un documentaire sur ce qui se passera dans quinze ans: il y aura des guerres portant sur des ressources rares. Les capitalistes ne vont juste pas dire «les écologistes avaient raison et nous avions tort»...

L'ACTION COLLECTIVE EST NÉCESSAIRE

Je comprends bien l'idée que chacun d'entre nous pourrait faire un petit quelque chose

comme éteindre la lumière, ou économiser l'eau. Nous pouvons tous faire cela volontairement, mais la raison pour laquelle les gouvernements et les grandes entreprises vous enjoignent à faire cela, c'est que ça les déresponsabilise. Ça leur évite de faire ce qui devrait être fait. Pendant qu'ils vous expliquent d'éteindre la lumière, ce qui est juste, ils présentent cela comme la seule solution. C'est faux, c'est le retour de la vieille idée de Thatcher que la société n'existe pas et qu'il n'y a que des individus.

Ce qui m'importe en tant que syndicaliste, c'est une action collective qui produise des résultats. Sur ce sujet nous avons besoin d'une large coalition, de groupes d'action directe, de groupes politiques, de groupes syndicaux qui se mettent ensemble pour dire «c'est la planète sur laquelle nous vivons. Ça vaut la peine de se battre pour ça!».

Mon message est donc que le changement climatique est un problème syndical. Si nous sommes vraiment intéressés par nos membres nous sommes intéressés par les différents aspects de leur vie et il n'y a rien de plus important pour eux qu'une planète sur laquelle vivre. La réponse est donc une action collective qui mobilise une large coalition au travers du spectre politique. De nombreux syndicats sont déjà engagés et nous allons en mobiliser encore beaucoup d'autres.

Tiré du site <http://climate-andcapitalism.com/>

Il s'agit de la version éditée d'un discours de Tony Kearns, the Senior Deputy General Secretary of the Communication Workers Union (UK).

Traduction, titre et intertitres:
Romain Felli

Belgique: l'échec du fédéralisme par en haut

La Belgique représente beaucoup de ce que la Suisse et les élites politiques suisses ne veulent pas être: un pays où le fédéralisme ne fonctionne pas, où les communautés linguistiques ne veulent plus cohabiter. Une forme viciée du fédéralisme, vraiment?

La Belgique est un pays connu pour ses réformes endémiques d'un fédéralisme sans doute mal conçu dès le début. Le recours à l'identité régionale est à la fois la cause et le paravent de toutes les revendications de deux communautés réunies par les hasards du Traité de Vienne. Si les institutions du Royaume semblent s'être remises à fonctionner après le sévère coup de froid qui a suivi les législatives de 2007, le répit pourrait n'être que de courte durée. En fonction des majorités qui sortiront des élections régionales et européennes du 7 juin 2009, le débat sur la refonte du fédéralisme pourrait reprendre de plus belle. Une occasion à saisir pour tenter de comprendre les particularités – et les échecs – des institutions fédérales belges. Une occasion aussi de questionner la pertinence de considérer le fédéralisme comme fauteur de troubles ou remède miracle de la bonne entente entre les peuples.

UN FÉDÉRALISME PAR EN HAUT

L'échec du fédéralisme belge est avant tout l'échec d'un fédéralisme négocié d'en haut pour répondre à de légitimes aspirations socio-économiques. L'État belge fut fondé en 1830 comme État central et unitaire. La jeune

Belgique se caractérisait par une Constitution instaurant un État

... *L'échec du fédéralisme*

belge est avant tout

l'échec d'un fédéralisme

négocié d'en haut...

unitaire, garant des libertés individuelles. Le roi était présenté comme le représentant d'une volonté générale d'un peuple certes composé de différents groupes linguistiques, mais ultra-majoritairement catholique et habitué à un gouvernement de consensus entre les élites du parti catholique et du parti libéral, toutes francophones.

Les deux guerres mondiales vont durement ébranler la prospérité acquise avec l'industrialisation rapide durant le XIX^e siècle. L'industrie lourde qui avait fait la richesse de la Belgique (principalement le charbon et la sidérurgie situées en Wallonie) sortira exsangue de la guerre. La fin de la domination économique wallonne ouvrait la porte à un réexamen total des structures de l'État. L'adhésion à la Communauté européenne du charbon et de l'acier était un moyen idéal d'obtenir des subventions internationales pour accompagner

l'agonie de l'industrie lourde. La fin de la dominance économique du sud trouvera son écho dans la nouvelle Constitution de 1970 qui marquera la naissance du fédéralisme en Belgique. Ce fédéralisme est tout d'abord caractérisé par le fait que c'est à l'État fédéral lui-même de déterminer la frontière linguistique. Si des «communautés linguistiques» sont reconnues (communautés flamande, française et germanophone), elles ne correspondent pas aux trois «régions» (Flandre, Wallonie et Bruxelles). Ces deux sous-entités fédérales sont chacune dotées de compétences particulières (l'enseignement pour les communautés, par exemple), compétences elles-mêmes attribuées par l'État fédéral. Un fédéralisme bien éloigné de l'auto-détermination des peuples.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE CRISE

Après la crise de 2007, les élections de 2009 (régionales et européennes) risquent de raviver les tensions communautaires. Le statut de Bruxelles, capitale du pays et capitale européenne, mais aussi capitale flamande même si francophone à 90%, reste incertain. Le journal de campagne du site www.lesoir.be relate régulièrement les querelles dans les communes de la couronne bruxelloise, situées en Flandre mais à fortes minorités francophones: le matériel de campagne en français y est parfois interdit, et certaines communes refusent même d'organiser le scrutin en application de la stratégie de la ferme brûlée. Ces communes forment, avec Bruxelles, un même arrondissement électoral et judiciaire, bilingue, dont la scission est demandée au nom de l'homogénéité linguistique de la Flandre!

Plus fondamentalement, les chrétiens-démocrates flamands d'Yves Leterme ont remporté les élections législatives de 2007 en

revendiquant plus de compétences pour la Flandre, notamment en termes d'autonomie fiscale, qui demeure encore une prérogative de l'État fédéral. La régionalisation de la sécurité sociale, parfois mentionnée par les leaders flamands, serait considérée comme le coup de grâce porté à la cohésion nationale.

SUBSIDIAIREMENT, UN ÉCHEC

Le fédéralisme en Belgique aura été imposé par l'État fédéral. Ce sont les élites flamandes et wallonnes qui ont déterminé les contours des communautés linguistiques et remodelé le pays sur une ligne de fracture qui était au départ essentiellement économique. Les échecs actuels du fédéralisme à la belge sont aussi les échecs d'une certaine politique régionaliste influencée par la doctrine de la subsidiarité chère à l'Église catholique. En promouvant le principe de subsidiarité et

... *Les langues ne divisent pas les peuples.*

Le néolibéralisme, si...

le rôle des régions au sein de l'Europe, la commission européenne, qui continue à financer certaines parties de la Wallonie à titre de région défavorisée, a contribué au déclin des solidarités au sein du pays. La focalisation identitaire sur la région et la création de différences linguistiques artificielles sont le résultat d'une politique de «modernisation» libérale de l'économie des années 1970 et 1980 destinée à morceler le pays et la solidarité construite durant l'ère industrielle. Ces politiques sont un échec. Les langues ne divisent pas les peuples. Le néolibéralisme, si.



Au niveau purement linguistique, la Belgique est un exemple complexe de fédéralisme.

Arnaud Thiéry

Indépendance de la justice et soucis d'efficacité

L'entrée en vigueur du Code de procédure pénale suisse est prévue pour 2011. Retour sur une révolution législative étonnement silencieuse au vu des enjeux juridiques, politiques, fédéralistes et émotionnels liés à la répression de la criminalité.

Un volumineux rapport d'experts de décembre 1997 conseillait de remplacer les 26 codes de procédure pénale des Cantons et les trois lois de procédure fédérale par un seul Code de procédure pénale suisse. Les experts estimaient que la globalisation de la criminalité rendait nécessaire d'unifier le cadre dans lequel les poursuites s'exerceraient. Dans la procédure de consultation, la grande majorité des partis et des cantons s'est prononcée en faveur de l'unification. Lors des débats parlementaires, l'opposition est surtout venue des député-e-s romand-e-s, tous partis confondus, qui regrettaient l'abandon d'un modèle qui séparait l'enquête de l'accusation, pour désormais regrouper toutes les compétences en une seule instance, le ministère public.

Dans l'ensemble, l'adoption du Code de procédure pénale suisse le 5 octobre 2007

n'a pas provoqué de tremblement particulier dans les états-majors des partis. Et pourtant: que Christoph Blocher qualifie la loi de projet du siècle aurait dû en faire tiquer plus d'un. Or, c'est maintenant que nous nous trouvons dans le délai laissé aux Cantons pour adapter leurs structures de poursuite pénale à la nouvelle donne que s'effectue véritablement la prise de conscience.

L'objectif était de lutter contre la criminalité organisée et transfrontalière. Au résultat,

... la procédure pénale suisse renforce dramatiquement les pouvoirs des procureurs...

la procédure pénale suisse renforce dramatiquement les pouvoirs des procureurs (traditionnellement rattachés au pouvoir exécutif) qui seront chargés à

la fois d'enquêter à charge et à décharge, puis de conduire l'accusation – uniquement à charge, cela va de soi. En matière d'efficacité, la concentration des compétences qui résulte de l'abandon des juges d'instruction va sans doute améliorer les moyens de l'État.

Les droits des prévenus devront principalement être assurés par un avocat de la première heure qui aura très vite accès au dossier et sera chargé de faire contrepoids au procureur dès la phase de l'enquête. Ce modèle peut se justifier dans le cadre d'un procès de grande envergure, impliquant des prévenus qui disposent effectivement de moyens égaux ou supérieurs à ceux de l'État et qui peuvent eux-mêmes intervenir durant l'enquête. Dans la réalité quotidienne, il est à craindre que les avocats commis d'office ne rivalisent pas avec les autorités.

La «révolution silencieuse» de la nouvelle procédure pénale a unifié une compétence jusqu'alors cantonale, dans l'indifférence générale. La lutte contre la «criminalité globalisée» a débouché sur le simple renforcement de l'accusation dans les procès pénaux. Les Cantons restent compétents en matière d'administration de la justice et disposent d'une marge d'autonomie pour encadrer la réforme. Si le jury populaire n'est plus une possibilité d'associer les citoyen-ne-s aux procès criminels, les Cantons peuvent – et se doivent de – prévoir des garanties pour l'indépendance des procureurs vis-à-vis des Conseils d'État. Au niveau fédéral, confier au parlement l'élection du Procureur de la Confédération et de l'autorité de surveillance est une option à soutenir.

Arnaud Thiéry

Jury : la sagesse populaire agace les ténors du barreau genevois

Par Cyril Mizrahi, *constituant, vice-président du PSG*

«Les gens ont été désinformés, découragés; ils n'ont rien compris (...).» La réaction du très médiatique pénaliste Me Jacques Barillon, au lendemain du résultat, résume à elle seule l'hypocrisie du barreau genevois, autoproclamé protecteur d'une démocratie judiciaire mal comprise. La source de ce courroux? Le 17 mai dernier, le peuple genevois a accepté à presque 2 contre 1 (64%) une adaptation de la Constitution genevoise au futur Code de procédure pénale fédéral unifié.

Un résultat qui a pris le monde politique et judiciaire

totallement de court. La suppression du jury – le seul point contesté – avait certes été largement approuvée par le Grand Conseil, mais, ensuite d'une opération de lobbying aussi rapide que tardive de quelques avocats, était combattue par une coalition hétéroclite composée de l'extrême-gauche, des Verts, des Radicaux et de l'extrême-droite.

Une coalition à laquelle faisait écho le soutien de la presse au jury, de la Tribune de Genève au Courrier. Le PS, absorbé par une importante votation sur l'école, avait peu de moyens à disposition, et certains camarades éminents n'ont guère hésité à s'exprimer publique-

ment contre l'avis du parti, soutenant la nouvelle doxa politico-médiatico-judiciaire. Lorsque le soussigné a créé un groupe Facebook pour soutenir la réforme, le climat était tellement hostile que la démarche a passé pour une provocation. «Tu veux te suicider politiquement?» m'a interrogé avec inquiétude un ami vert.

Les craintes étaient réelles que Genève ne se distingue une fois de plus en maintenant un jury largement considéré comme contraire, sinon à la lettre, du moins à l'esprit de la nouvelle procédure, essentiellement écrite. Ces arguments techniques n'ont pas convaincu les opposants, qui ont fait assaut

de populisme: il fallait que le peuple continue d'être associé à la justice afin qu'elle ne fonctionne pas en vase clos.

Le 17 juin, n'en déplaise à quelques avocat-e-s privés d'effets de manche, le peuple ne s'y est pas trompé: la démocratie directe implique la participation populaire aux décisions politiques, non celle de citoyen-ne-s choisis au hasard à des décisions judiciaires individuelles. Comme en matière de naturalisations, la démocratie trouve ses limites dans le respect des droits fondamentaux, notamment le droit à une décision motivée. Et des juges assesseurs élus continueront d'assurer un contrôle «laïc», soit extérieur au palais.

Développer des alternatives face à l'échec du capitalisme

Une conférence organisée au printemps par le Cercle d'Olten des socialistes de gauche s'est penchée sur les alternatives possibles au système économique actuel. En voici le compte-rendu.

Par Félix Birchler, membre du comité du Cercle d'Olten des socialistes de gauche et co-président du PS de la ville de St-Gall

Partant du sentiment que les discussions actuelles sur la crise économique ne dépassent pas le stade de l'analyse de l'échec de l'idéologie néolibérale, la conférence avait pour but de chercher et discuter des propositions pour un contre-projet au capitalisme. La conférence a avant tout montré qu'il manque à la gauche des concepts et des propositions élaborés, visant un changement de système et qui aillent au-delà des retouches du système existant. Et cela malgré le fait qu'un large consensus existe au sein de la gauche sur le constat que ce n'est pas simplement une forme excessive du capitalisme qui est parvenue à sa fin avec la crise, mais plutôt que le système capitaliste dans son ensemble a été démasqué. Malgré le fait aussi que la situation actuelle offre une chance historique de s'interroger fondamentalement sur la question du système économique.

LES EXCÈS DES MANAGERS NE SONT PAS SEULS RESPONSABLES

Dans son intervention, Hans Baumann, ancien chef-économiste du syndicat Unia, a insisté sur le fait que la crise financière et économique actuelle n'a pas été déclenchée seulement par quelques managers cupides et leurs spéculations. Leur activité ne doit pas être vue comme une perversion de la pensée capitaliste, mais seulement comme la continuation logique de l'idéologie du profit sans condition dans une période de dérégulation et de globalisation des marchés financiers. C'est seulement parce que les responsables politiques ont accéléré la dérégulation du secteur financier que la bulle financière a pu se former dans cette mesure. Ainsi ce qu'on appelle

les ventes à découvert ont de nouveau été autorisées à la fin des années 1990, après avoir été interdites suite à la crise économique des années 1930, car elles avaient été considérées comme un des déclencheurs de la crise à l'époque. La transformation ciblée du capitalisme en un capitalisme financier néolibéral n'est donc pas due au hasard, ni résultant de l'action de quelques

... De nouvelles formes et possibilités de l'économie planifiée doivent être discutées...

managers, mais est inhérente au système. Cela signifie qu'aussi bien les excès des managers que la crise financière et économique peuvent à l'avenir à nouveau se reproduire, aussi longtemps que le capitalisme comme système politico-économique ne sera pas dépassé.

Hans Baumann a aussi porté un regard critique sur les programmes de relance conjoncturelle, qui ont été lancés ces derniers mois en Suisse et partout dans le monde. Des programmes keynésiens sont selon lui bien sûr absolument nécessaires en période de crise. Ils peuvent à court terme relancer la demande et empêcher une spirale négative vers la déflation et la dépression, ou en tout cas la ralentir. En même temps, cela permet de sauver des places de travail qui seraient perdues sans intervention étatique. La critique de Hans Baumann a visé principalement l'ancrage national de ces mesures. La crise financière a montré en effet combien les économies nationales sont fortement interdépendantes. Si un Etat mène une politique conjoncturelle seul, cela ne suffit de loin pas. En outre, les mesures étatiques se limitent à continuer d'injecter de l'argent dans un modèle économique qui a échoué. Ce sont surtout des

réformes globales pour changer fondamentalement les règles des marchés internationaux dont on aurait besoin.

CRÉER DES ALTERNATIVES

Dans la seconde partie de la conférence, l'économiste et publiciste Oliver Fahrni s'est penché sur les alternatives possibles au capitalisme d'inspiration néolibérale. Il était étonnant de constater que dans son exposé, l'orateur a abordé surtout les possibilités de changement inhérentes au système. Ainsi les possibilités de politique économique keynésienne et des politiques agissant sur les revenus ont été abordées, de même que la question des approches de la démocratie économique. Il faut malheureusement souscrire au constat d'Oliver Fahrni que, malgré l'ampleur de la crise économique et la perte de visage éclatante de l'idéologie néolibérale, la gauche ne peut pour le moment pas faire beaucoup plus que de réparer le système. Les majorités politiques et la conscience de la population n'offrent en effet pour le moment pas une situation favorable pour que les revendications visant un changement radical ou un dépassement du capitalisme trouvent un écho ou soient mises en oeuvre. C'est pourquoi Oliver Fahrni considère qu'un des devoirs urgents pour la gauche est de lancer une large discussion sur le rapport entre travail, capital et qualité de vie. La crise économi-

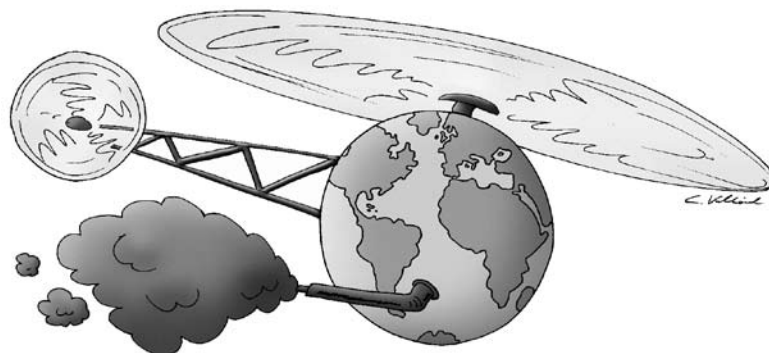
que et les problèmes qui vont de pair constitueraient un moment idéal pour mener publiquement une telle discussion.

REPENSER LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le cercle d'Olten des socialistes de gauche aimerait participer ces prochains temps aux discussions en vue de nouveaux concepts et projets économiques. Un des dogmes de l'économie libérale suisse doit être en particulier attaqué. De gauche à droite domine aujourd'hui le consensus que le rôle de l'Etat en matière de politique économique peut être éventuellement élargi pour relancer la demande, et cela seulement en temps de crise. En temps normal, l'Etat doit intervenir le moins possible dans l'économie. Et c'est par ce point qu'il faut commencer. Une politique économique intelligente et efficace – qui serait aussi internationale – doit aussi influencer l'offre. L'Etat ne doit pas seulement relancer la consommation, mais aussi déterminer activement le niveau de production des biens. Et pour ce faire, il est évident qu'une participation étatique aux industries clés est nécessaire. De nouvelles formes et possibilités de l'économie planifiée doivent être discutées. Il est temps de développer maintenant des contre-projets au capitalisme qui a échoué.

Traduction: Line Rennwald

HOME



Un ouvrage d'histoire d'une effrayante actualité

Dans le cadre du rapport de la «Commission Bergier», un ouvrage a été publié sur les rapports entre la politique suisse et les communautés dites «tsiganes» durant la deuxième guerre mondiale. Il vient de paraître en français.

Par Valérie Boillat,
secrétaire syndicale Unia,
ancienne collaboratrice de la
Commission Bergier

Grâce aux Editions Page Deux, le lectorat francophone a maintenant accès à une des monographies composant l'ensemble du Rapport Bergier (Rapport de la Commission d'Expert indépendants – Suisse/Seconde Guerre mondiale), paru en 2002. En effet, les travaux de la Commission Bergier ont consisté en une synthèse, traduite dans les trois langues nationales et en anglais et d'une série de volumes, appelés contributions à la recherche, traitant d'aspects particuliers. Ces contributions n'existent que dans la langue originale de leurs auteurs. Les monographies en français n'étaient ainsi pas très nombreuses (4 sur 25 ouvrages parus), ce qui a limité la connaissance approfondie des travaux de la Commission pour les personnes intéressées ne lisant pas l'allemand. La parution en français du 23^e volume, intitulé *Roms, Sintis et Yéniches*, consacré à la politique de la Suisse à l'égard des minorités «tsiganes» doit donc être particulièrement saluée. Sa lecture, révélant une réalité crue et malheureusement d'une grande actualité, est très importante.

PASSÉ-PRÉSENT

D'ailleurs, les auteurs concluent par la situation actuelle en Suisse pour ces minorités, en détaillant la politique de quelques cantons, notamment Berne, Zurich, Argovie et Genève. On y apprend qu'à part le canton des Grisons, qui ont pris des mesures pour permettre le transit et le séjour des gens du voyage, étrangers et suisses, les cantons se débarrassent de la problématique et se déchargent de leurs responsabilités en organisant par exemple des scrutins populaires. «De telles votations se transforment toujours en plébiscites sur la question de savoir si la présence des gens du voyage dans la commune est souhaitée ou non. Les personnes sédentaires désirant s'installer quelque part ne sont pas confrontées à ce genre de procédures. Personne ne vote pour savoir si des Appenzellois ont par exemple le droit de s'établir à St-Gall, des Bâlois à Zurich ou des Fribourgeois à Genève. Même là où, comme à Berne ou à Zurich, des projets d'emplacements hivernaux ont été acceptés en votation ces dernières années, la procédure garde en elle-même une connotation discriminatoire» (p. 139).

CRIMINALISATION SYSTÉMATIQUE, FICHAGE ET RECHERCHE À DES FINS RACIALES

En Suisse, le mode de vie nomade a toujours gêné les

autorités. Avec le début de l'Etat fédéral, dès 1848, ces personnes obtiennent certes la nationalité suisse mais sont poussées à se sédentariser. En 1888, la politique change et interdiction est faite aux gens du voyage étrangers d'entrer en Suisse. Ce régime rend malgré tout possibles quelques entrées, clandestines, jusqu'à ce qu'en 1913, l'étau se resserre et les «Tsiganes» étrangers commencent à être regroupés et systématiquement expulsés.

C'est l'époque où un «registre tsigane» est mis en place, avec prise d'empreinte et photos. Les hommes sont en général emprisonnés à la maison d'internement et de travail de Witzwil (canton de Berne), les femmes et les enfants sont envoyés dans des *homes*, souvent dirigées par des œuvres d'entraide privées comme Caritas ou l'Armée du salut. Les familles séparées ne se retrouvent qu'à la frontière au moment de leur expulsion. Mais surtout, il y a en Suisse un large consensus sur le bien-fondé de recherches menées par des psychiatres et professeurs d'université pour accréditer des thèses racistes.

C'est ainsi que depuis 1890, la Suisse procède notamment à une monstrueuse politique eugénique, recourant à la stérilisation forcée. Ce climat explique aussi que de 1926 à 1973, l'opération «Enfants de la grande-route» (Pro Juventute a arraché les enfants des familles nomades) puisse être perpétrée sans qu'aucune voix, ou presque, ne s'élève pour la condamner. Au nom de la prétendue dangerosité de groupes de personnes, à qui l'on reproche un mode de vie non-normé, l'anti-tsiganisme institutionnel se met en place, pour longtemps...

COLLABORATION AVEC LE RÉGIME NAZI

Avant l'arrivée au pouvoir des nazis, les «élites dirigeantes» helvétiques ont coopéré

activement à la mise en réseau des fichiers internationaux de police, par le biais de la Commission internationale de police criminelle, ancêtre d'Interpol. Cette collaboration se perpétua après l'avènement du Troisième Reich, alors que se préparait la déportation des «Tsiganes» vers les camps de la mort. Même après 1944 au moment où les directives fédérales changent et que – la victoire de l'Allemagne devenant plus incertaine – on cesse d'expulser les réfugiés juifs, le mode de faire pour les gens du voyage ne diffère pas. Les expulsions continuent jusqu'en 1972.

De même que pour les autres victimes de la politique zélée de la Suisse en matière d'expulsion, dresser un bilan chiffré relève de la gageure, car la plupart des archives, comme on le sait, ont disparu, détruites ou manquantes, comme par hasard. Genève, seul canton à disposer d'un corpus complet de sources, fait ainsi état de 13 refoulements, donc le célèbre guitariste Django Reinhardt.

A la lecture de cet ouvrage, il apparaît que la politique contre les gens du voyage a une longue histoire, en Suisse et en Europe. «L'existence des Tsiganes est par principe incompatible avec "l'ordre et la sécurité de la Suisse"», écrit ainsi Huonker dans sa postface inédite de 40 pages, basée pour la plupart sur des sources découvertes après 2000 et datant donc d'après la publication de la monographie en allemand. Les sources nouvelles font froid dans le dos, selon les mots mêmes de l'auteur, et révèlent à quel point en était la collaboration des nazis avec les instances administratives suisses les plus élevées.

À LIRE:

Thomas HUONKER, Regula LUDI, *Roms, Sintis et Yéniches. La «politique tsigane» suisse à l'époque du national-socialisme* Editions Page Deux, mars 2009

ROMS, SINTIS ET YÉNICHES

Le terme «tsigane» est connoté très négativement. En allemand, ce terme a carrément une composante raciste. En français moins, d'après Thomas Huonker, mais il n'en reste pas moins faux. Il remonte à une confusion ancienne, durant le Moyen Age, avec un groupe religieux appelé «atsinganoï» en grec. Les personnes concernées elles-mêmes n'aiment pas ce terme. C'est pourquoi, le terme est, dans l'ouvrage, et ici aussi, toujours employé avec des guillemets. Les Roms sont une appellation générique, surtout pour les personnes originaires des pays de l'Est; les Sintis sont connus en français comme Manouches; quant aux Yéniches, ils sont surtout originaires d'Allemagne, d'Autriche, de France et de Suisse. La plupart des gens du voyage en Suisse sont donc des Yéniches et ont la nationalité suisse.

Les femmes bras croisés, le pays perd pied!

Par Judith Venetz, Secrétaire syndicale Unia, responsable tertiaire de la Section Oberland bernois.

Tel était le slogan scandé par des centaines de femmes sur la Place fédérale, le 14 juin 1991, lors de la Grève des femmes.

Une nouvelle fois, femme a voulu, et plus rien n'a bougé. Cela s'est passé à Heimberg, une agglomération de l'Oberland bernois, en périphérie des grands axes. Qu'elles soient 100 ou 20, il est possible d'agir et les femmes peuvent remuer des montagnes.

Le 30 avril, veille du 1er mai, les distributeurs d'essence de la station service Spar sont restés à sec depuis 5h00 du matin. Pas d'essence, pas de cigarettes, aucune vente d'aucune sorte durant deux jours, jusqu'au 2 mai. Les 20 femmes de la station service Spar à Heimberg sont en grève.

A l'origine de la grève, une volonté de fer et une grande détermination à se battre. Après des mois durant lesquels le personnel a vu avec quelle ignorance et quel dédain et froideur la direction balayait leurs revendications, la coupe était pleine. Le personnel féminin en avait plus qu'assez du manque de respect face à leur labeur quotidien.

En peu de temps, les femmes se sont parlé, ont réagi en prenant conscience que seul l'instrument de la grève pouvait leur permettre de retrouver leurs droits.

Les femmes ont osé franchir le pas. Avec un courage exemplaire, elles ont décidé de se lever et de voter la grève. Voter la grève est une chose; tenir la distance en est une autre. Surtout dans le cas d'un personnel peu nombreux. Il faut du courage, la pleine confiance des unes et des autres et une volonté à toute épreuve,

pour tout assumer et résister sur la durée. La foi dans l'amélioration des conditions de travail et la fermeté de ces 20 femmes ont mené au succès et ont fait plier un groupe international de la taille de Spar.

En quelques mots, le résultat:

- Le personnel d'Heimberg va recevoir des renforts en termes de poste pour un total de 200% de plus.

- Les très nombreuses heures supplémentaires effectuées jusqu'ici vont être enfin payées avec le supplément de 25%. Des mécanismes seront mis en place pour éviter dans le futur la multiplication des heures supplémentaires.

- Le salaire minimum va passer à 3900 francs pour le personnel sans diplôme, respectivement à 4200 francs pour le personnel qualifié. Pour certaines employées cela représente une augmentation salariale jusqu'à 700 francs par mois.

- Les difficultés liées au contrôle du temps de travail vont être discutées ultérieurement avec une délégation de négociation et le calcul des indemnités de vacances va également faire l'objet d'une nouvelle négociation.

Ce combat n'a pas permis d'arracher que des améliorations de salaire et des conditions de travail, mais bien plus, par cette lutte, le personnel a gagné le respect de la direction et des client-e-s et s'est battu pour leur honneur!

La taille de l'entreprise n'est pas déterminante pour arriver à faire bouger les choses. La détermination à se battre et une volonté de fer comptent bien davantage. Heimberg peut être partout! Partout où des travailleuses et travailleurs décident enfin de se lever pour leurs droits!

Trad. Valérie Boillat

LA ROSE



Autonomiser les services publics – la notion est à la mode et figure en bonne place dans les catalogues de mesures structurelles néolibérales. Dans ce cadre-là, on peut être reconnaissant à la gauche du Conseil communal de Nyon d'avoir évité ne serait-ce que le passage en plénum du projet d'autonomisation des Services industriels de la Ville. Portée par la... socialiste Fabienne Freymond-Cantone, la transformation des SI de Nyon en société anonyme détenue par la Ville risquait tant d'être douchée qu'elle a été retirée. Rappelons que le référendum vaudois contre l'autonomisation du Service des autos (plus modéré puisqu'il ne prévoyait pas sa transformation en SA, mais en établissement autonome de droit public) avait été gagné en 2007. Certes, les deux domaines ne sont pas comparables. Mais il reste certain que la transformation de services publics en SA n'est pas un combat de gauche...

Alain Dilbergot

LE POING



Résoudre le problème du financement des partis politiques: un objectif louable mais difficilement réalisable en Suisse, où l'opacité des dons aux partis favorise évidemment la droite bourgeoise – et la maintient au pouvoir. Maximilian Reimann, Conseiller aux Etats UDC argovien, avait sa solution: rendre les dons aux partis déductibles du revenu pour l'impôt fédéral direct jusqu'à dix mille francs! Après avoir essayé en vain de rendre le projet vaguement acceptable (en portant le montant maximal à vingt mille francs en échange de l'obligation de déclarer publiquement le don), une partie de la minorité de gauche des deux conseils s'est néanmoins exprimée en faveur du projet, avec notamment quelques voix vertes au Conseil national (seul des deux conseils pour lequel les votes nominaux sont systématiquement disponibles)... Pourtant nous pensions que les choses étaient claires, au moins depuis le numéro 61 de *Pages de gauche*: il ne s'agit pas de reprendre à son compte le modèle sur lequel se finance la droite depuis qu'elle existe, mais bien de se battre pour une alternative!

Alain Dilbergot

Note: la nouvelle rubrique intitulée «Le poing et la rose» envoie dans chaque numéro un poing à la gauche qui déçoit et une rose à celle qui rassérène.

DÉMISSION COUCHEPIN: LE CONSEIL FÉDÉRAL PERD SON NEZ



Rachel Carson (1907-1964)

«Le monde moderne révère les dieux de la vitesse et de la quantité, et aussi du profit facile et rapide: de cette idolâtrie, des maux monstrueux ont émergés. [...] la lutte contre le pouvoir massif de l'industrie est trop grand pour pouvoir être réalisée seulement par un ou deux individus».

Rachel Carson, née à Pittsburgh en Pennsylvanie le 27 mai 1907 et morte d'un cancer le 14 avril 1964, fut une zoologiste et biologiste réputée. Son livre mondialement connu, Silent Spring (Le printemps silencieux, 1962) fut la première grande prise de conscience écologique. Il montrait que l'utilisation de pesticides, en particulier du DDT, provoquait une surmortalité chez les oiseaux et même les humains.



Paroles écolo-capitalistes

«L'EPR [réacteur nucléaire] et la voiture électrique sont les deux mamelles du développement durable. (...) En bref, le Grenelle de l'environnement s'est progressivement placé sous l'influence de Malthus et des tenants d'un dirigisme vert tendu vers la décroissance. Il doit être remis au service de l'économie...»

Nicolas Baverez, économiste, Le Point, 27-11-2008.

«Afin d'affirmer son engagement pour une attitude écoresponsable, A.S.O. [Amaury Sport Organisation] a décidé de prélever sur les frais d'inscription des concurrents inscrits [au Paris-Dakar] une "éco-participation" d'un montant de 50 euros pour les motos et quads, 100 euros pour les autos et 150 euros pour les camions. Les sommes récoltées seront reversées à une ou plusieurs associations œuvrant pour la protection de l'environnement.»

Paris-Dakar, édition 2009.

«La Mafia sicilienne se met au développement durable. Cosa Nostra a décidé de se lancer dans le contrôle du cycle entier du traitement des ordures ménagères en Sicile. Son objectif, écrit "Il Sole 24 Ore" dans une enquête consacrée à la toute dernière activité de la Mafia sicilienne, c'est d'obtenir une part des 6 milliards d'euros

d'investissements prévus au cours des vingt prochaines années dans les infrastructures et les services liés au traitement des ordures, et des 392 millions de fonds de l'Union européenne consacrés au tri sélectif.»

Les Échos, 7-11-2008.

«Ce que nous avons su faire il y a plusieurs décennies pour le nucléaire, nous allons le faire pour le développement durable. (...) Le développement durable, c'est pas moins de croissance, c'est plus de croissance!»

Nicolas Sarkozy, le 20 mai 2008 à Orléans.

«Nous sommes à l'aube d'une période passionnante pour l'industrie automobile (...) C'est le cas grâce à vous, aux chercheurs, aux industriels, aux consommateurs, à la société civile, aux ONG environnementales. (...) Je suis venu aujourd'hui vous proposer que la voiture, symbole de la croissance et de la prospérité d'hier, soit aussi le vecteur de la croissance de demain.»

Nicolas Sarkozy au Salon de l'automobile (9-1-2008).

Toutes ces paroles sont tirées (parmi bien d'autres) du «Bêtisier du développement durable», sur le site de la décroissance: <http://www.decroissance.org>

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi:

Pages de gauche

Case postale 7126 - 1002 Lausanne

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant